

INTERVENTIONS DU GROUPE EUROPE ECOLOGIE LES VERTS

Conseil communautaire du 26 février 2015

Intervention n°1

Nadia Baïtiche-Moine

L'abattoir d'Auch, pour un abattoir au service de l'ensemble de notre filière viande et des circuits locaux.

Comme nous l'avons évoqué le 15 décembre, la proximité entre le lieu d'élevage et celui d'abattage est indispensable pour le maintien des élevages à taille humaine, la valorisation de notre production de viande locale et biensûr, l'emploi dans l'ensemble de la filière sur notre territoire.

Cela répond également à la demande croissante du développement des circuits courts et des labels de qualités des consommateurs.

Pour nous, la question du maintien de l'abattoir d'Auch n'est donc pas à remettre en question. C'est la question du modèle d'abattoir et de ses administrateurs.

Le modèle industriel d'Arcadie Sud-Ouest se caractérise par de très grosses capacités d'abattage, venant parfois de l'étranger et faisant appel à de grosses aides publiques ici et ailleurs.

Le groupe connaît d'énormes difficultés financières sur ses sites dont celui d'Auch, il est question de fermeture ici comme ailleurs. Il a besoin de se recapitaliser et fait appel à la puissance publique.

Pour le site d'Auch, on nous annonce dans la presse un investissement public total de 3 millions d'euros, comprenant l'achat du site par l'agglomération et les travaux de modernisation qui seraient couverts par d'autres collectivités.

L'engagement public est considérable mais qu'en est-il de la volonté des actionnaires d'Arcadie Sud-Ouest ? S'engageront-ils à long terme ?

En cas de défaillance, des compensations pourraient-elles être exigées ?

Sans les approvisionnements d'Arcadie, le site sera-t-il viable ?

Dès lors qu'elle ne serait plus propriétaire du site, à qui incombera l'obligation de dépollution ?

Quels engagements « d'autres collectivités » avons-nous formellement reçu avant de nous engager ce soir ?

Pour ce qui concerne le nouveau projet de rénovation permettra-t-il de répondre aux besoins de l'ensemble de nos éleveurs locaux ? Les tarifs seront-ils attractifs pour tous les petits éleveurs ? Sera-t-il adapté aux différents systèmes de production, bio, label, certifié ?

Pour nous, élues d'EELV, d'évidence, l'outil doit être redimensionné et adapté au besoin d'abattage présent sur le territoire en priorité. Il doit être au service de l'ensemble des filières élevages et à ses différents systèmes de production. Il doit permettre des emplois pérennes, approvisionner les circuits de proximité et favoriser la vitalité économique du territoire. La puissance publique jouerait là pleinement son rôle comme pour les abattoirs de Saint-Girons, Bagnères de Bigorre, Condom...

Nous comprenons la volonté de nos collègues de vouloir soutenir l'emploi et nous la partageons. Toutefois la stratégie d'Arcadie et son actualité nous semblent trop douteuses à long terme, nous exprimons donc des réserves compte tenu des fonds publics à engager sur l'ensemble du projet, trop d'incertitudes apparaissent sur ce dossier, c'est pourquoi nous nous abstiendrons.

Intervention n°2

Bénédicte Mello

Investissements et subventions de l'agglomération

Je souhaiterai intervenir plus globalement sur les investissements et les subventions que l'agglomération engage. Obligatoire depuis la loi constitutionnelle du 1^{er} mars 2005 (10 ans déjà !) l'intégration du développement durable dans toutes les politiques publiques doit être effective dans les investissements et les subventions de l'Agglomération.

Comme cela se fait chez certains (trop rares) financeurs, nous souhaitons que les projets et les demandes soient regardés à travers une grille d'analyse Développement Durable, comme cela se fait au sein du Pays d'Auch pour les fonds européens LEADER. Par exemple, il y a un examen multi-critères et une bonification des aides.

Nous savons que notre Président en tant que Sénateur-Maire fait examiner actuellement une prise en compte de la lutte contre le changement climatique dans les projets publics aidés par l'Etat ; mais, faut-il le rappeler, le développement durable ne concerne pas uniquement ce point.

Comment élargir cette prise en compte à toutes les composantes du développement durable au sein de notre agglomération ?

Intervention n°3

Nadia Baitiche-Moine

La route des berges du Gers Pavie/ Auch

Nous nous réjouissons de la fin des travaux de confortement des berges du Gers à l'aplomb du lycée de Lavacant. Nous avons constaté effectivement qu'il était grandement nécessaire de modifier les accotements routiers, de poser des glissières de sécurité et d'aménager un cheminement pour les piétons en direction du centre village. En effet le trafic automobile sur cette route est important aux heures de pointes, la vitesse y est parfois excessive alors que les automobilistes se croisent à peine. On constate aussi que les cyclistes et les piétons ne peuvent circuler en toute sécurité en l'absence d'aménagement spécifique de Pavie vers le lycée du Garros et la ville d'Auch. De plus, la situation des 180 lycéens de Lavacant, piétons de fait, non véhiculés et bénéficiant de peu de transports en commun (hormis les rares financés par l'établissement ou du réseau Alliance – ligne E) pour aller sur Auch nous apparaît particulièrement risquée. Aussi, l'effort va-t-il être poursuivi ? Quelle réflexion est engagée sur les aménagements de cette petite route ? Comment pourrions-nous favoriser la réduction de la vitesse automobile et le partage harmonieux et sécurisé avec les cyclistes et piétons ?

Intervention n°4
Bénédicte Mello

La communication, c'est pour quand ?

Voilà 1 an que le nouveau conseil communautaire est élu.

Quand allons-nous informer les citoyens-contribuables de notre utilisation des fonds publics ?

Quand les bulletins municipaux et les sites de chacune des 15 communes se feront-ils l'écho de nos décisions ?

A un moment où le Président de la République veut faire vivre la démocratie participative, l'information est un des moyens fondamentaux, et ce n'est pas le seul ! Nous rappelons que la communication était la priorité annoncée dès avril 2014 (il y a 11 mois) par le président de l'Agglomération, qui l'a de nouveau évoqué lors de notre réunion de décembre dernier.